

assimilation and in making many countries receptive to minority and refugee demands for protection, succor, and even immigration — indeed, in making refugees “refugees” instead of just subversives, beggars, or emigrants?

“European refugees in the twentieth century” is an ambitious subject. Even if Marrus has not provided the definitive study of this complex problem, he has summarized a great deal of disparate literature and provided a useful and interesting contribution toward an analysis of the refugee experience in Europe.

Michael L Hughes
Wake Forest University

* * *

Mary Jo Maynes — *Schooling in Western Europe. A Social History*. State University of New York Press, 1985, 177 p.

L'histoire de l'éducation, dans une large perspective sociale, est en pleine mutation depuis une vingtaine d'années. Sous le vocable de « nouvelle histoire sociale » ou dans la filiation de l'École des *Annales*, les mouvements d'alphabétisation puis de scolarisation de l'époque moderne sont remis en contexte. Il s'agit alors non seulement de savoir comment, en deux siècles, les jeunes occidentaux, d'illettrés qu'ils étaient, sont devenus pratiquement tous détenteurs d'un savoir « élémentaire », mais surtout d'analyser les enjeux sociaux que cette importante mutation sous-tend. Tel est le propos de l'auteur Mary Jo Maynes et telle est aussi sa perspective. Précisons, pour ne plus y revenir, que l'accent a été délibérément mis sur l'utilisation d'études et de travaux, pour la plupart britanniques, français et allemands et que le recours aux sources primaires, très modeste, se limite aux données rassemblées par l'auteure dans le cadre de sa thèse de doctorat. Dans un tel sujet, des positions théoriques, voire idéologiques s'affrontent. En simplifiant, on peut identifier deux courants principaux. Le premier, d'essence libérale, insiste sur les deux éléments suivants : d'abord, au plan sociétal, l'alphabétisation et la scolarisation constituent un facteur de progrès, qui est à associer aux phénomènes plus larges du triomphe des libertés démocratiques de la fin du XVIII^e siècle et de la généralisation du mode de production capitaliste. Au plan individuel, l'acquisition du savoir élémentaire constitue un facteur essentiel de libération et de promotion sociale. Le second courant, d'essence marxiste, tend à insister, d'une part sur le rôle qu'a joué l'école dans l'embrigadement, voire la domestication des classes populaires et d'autre part, par des études empiriques, sur le peu de mobilité sociale générée par la scolarisation massive du XIX^e siècle. Sans dogmatisme et avec une rigueur exemplaire, l'auteure se rattache plutôt à ce second courant.

Il est particulièrement ardu de mesurer le degré d'alphabétisation des occidentaux à l'époque moderne. Comme le montre bien l'auteure, c'est plutôt en faisant la chasse à un certain nombre d'indices convergents que l'on en vient à cerner d'un peu plus près une réalité qui n'a rien d'uniforme (p. 11). Les mouvements religieux nés de la Réforme et de la Contre-Réforme font appel à des fidèles plus sensibles à l'écrit et reçoivent l'appui, bien timide au départ, certes, de l'imprimerie. Les nouvelles exigences des états, toujours plus avides d'hommes et de deniers de même que le développement des échanges marchands font de plus en plus naître le besoin d'un savoir élémentaire mieux réparti. C'est ainsi que l'on voit apparaître dans les actes écrits des professionnels des signatures dont le nombre croît avec le temps. Est-ce un signe suffisant pour témoigner d'un progrès de l'alphabétisation, se demande l'auteure (p. 12). Oui, répond-elle, car on peut associer la capacité de signer à une habileté au moins minimale à lire (p. 12). Cela étant admis, les études empiriques nous montrent une alphabétisation plus répandue qu'on ne le croyait et surtout, comment s'en étonner, un déséquilibre en faveur des villes, des riches et des hommes. Dans l'ensemble, affirme l'auteure : « il y avait des moyens institutionnels pour pourvoir à l'instruction élémentaire dans les villes et villages de l'Europe occidentale à l'époque moderne » (p. 27). De ce contexte de petites institutions financées

et régies localement, où la pédagogie, dans les meilleurs cas, se rapproche des rapports maîtres-apprentis, se détache un seul modèle alternatif: celui des frères des écoles chrétiennes dont le claquoir rythme désormais la vie des écoliers.

Mais toutes ces écoles d'Ancien Régime, sans normes, où risquaient de se côtoyer riches et pauvres, n'étaient pas du goût des premiers. Aussi, à la fin du XVIII^e siècle, voit-on se dessiner un mouvement de réforme scolaire qui prend certes des rythmes divers selon les pays, mais qui conserve partout les mêmes caractères essentiels. Ce mouvement a son origine dans les classes dominantes, mais on a soin de le recouvrir de grands principes humanistes. En fait, comme l'auteure le dit bien, il s'agit surtout de « fournir les habiletés et le cadre d'esprit approprié au statut social » (p. 43). Rien n'est plus éloigné de l'esprit de ces réformateurs qualifiés « d'utilisateurs » que d'amorcer par l'école un bouleversement social que l'uniformisation des savoirs pourrait engendrer.

Peut-on parler, comme l'auteure d'une nouvelle pédagogie (titre du chapitre IV)? Sans doute est-ce excessif, car, comme elle le rapporte elle-même, « si la liste des matières enseignées change, le rôle passif de l'étudiant, réceptacle de faits et d'attitudes, est maintenu » (p. 62). Ce qui ne fait aucun doute, par ailleurs, c'est l'apparition, à cette époque, d'un nouveau type d'enseignant, mieux formé, mieux surveillé, mais aussi plus indépendant des communautés locales et même des parents dont il avait longtemps tiré sa maigre subsistance. En effet, avec le développement de la bureaucratie, l'Etat prend de plus en plus en charge la scolarisation. Mais là encore les rôles sociaux sont distribués à l'avance. Comme les conditions matérielles du métier d'enseignant sont relativement pénibles (p. 62), le recrutement s'opère surtout dans les classes populaires. Mais on se garde bien, comme l'indique l'auteure, de former des révolutionnaires dans les écoles normales d'instituteurs (p. 65). Ces derniers apparaissent bientôt comme des transfuges de classe qui véhiculent l'idéologie des groupes dominants, sans avoir bien sûr accès aux postes et aux ressources correspondants (p. 66-71).

Assez bizarrement, de nombreux parents réagissent fort « mal » à la réforme scolaire et rejoignent en cela bon nombre d'entrepreneurs capitalistes. C'est que la force de travail des enfants est alors nécessaire à la survie des familles, tant dans la petite production que dans le cadre des grandes industries naissantes. On croit alors « que les enfants ont des choses plus importantes à faire que d'aller à l'école » (p. 85) et d'abord, bien sûr, de travailler. Comme le montre pertinemment l'auteure, l'un des obstacles essentiels à l'étendue de l'âge de la scolarisation, de même qu'à l'assiduité scolaire (temps des récoltes, etc.), réside dans l'incompatibilité de ces mesures avec le stade de développement économique moderne, alors en phase initiale (p. 90). Ainsi, les enfants des classes populaires fréquentent-ils l'école primaire, puis travaillent-ils. Ceux des classes dominantes voient alors s'organiser pour eux une autre voie, celle des grandes écoles, qui leur ouvre les postes porteurs de pouvoir, de prestige et de richesses (p. 94-95). Il est difficile d'admettre, dans ces circonstances, que la réforme de l'école ne contribue pas à consolider le rapport de classes antérieur.

L'un des chapitres les plus passionnants du livre, notamment parce qu'il traite de questions très actuelles, est celui qui concerne les rapports entre l'éducation et le développement (chapitre VII). Aux tenants de la théorie du « capital humain » qui sévissent entre autres dans le domaine du développement international, l'auteure rappelle bien que l'accumulation primitive du capitalisme est fondée non pas sur le travail d'ouvriers de plus en plus formés et qualifiés mais plutôt sur l'exploitation de l'effort de femmes et d'enfants (p. 119). Même à l'époque actuelle, poursuit-elle, des études démontrent qu'il n'y a que « peu de rapports entre l'éducation formelle et la distribution des revenus » (p. 121). On a tort, par conséquent, d'établir une corrélation entre la réforme scolaire et le développement du capitalisme (p. 130).

En conclusion, l'auteure démontre qu'en fin de course, la scolarisation rendue obligatoire un peu partout en Occident par la contrainte étatique n'a eu que peu d'effets, pour ne pas dire aucun, sur les rapports sociaux entre classes dominantes et dominées. Derrière le mythe du « qui s'instruit, s'enrichit » popularisé chez bien des peuples, se cache bien autre chose et notamment « la mise en oeuvre d'un nouveau style de domination de classes » (p. 150). Et c'est bien là le mérite essentiel

du livre de Mary Jo Maynes de démonter ce mythe, là où il avait encore le plus de vigueur, au cœur de la révolution scolaire des XVIII^e et XIX^e siècles.

Benoît Beaucage
Université du Québec à Rimouski

* * *

Richard Charles Murphy — *Guestworkers in the German Reich: A Polish Community in Wilhelmian Germany*. (East European Monograph 143). Boulder, Co., 1983. Pp. 225.

This hardcover book, like so many others in this series, is an unrevised doctoral thesis with all the attendant dangers of narrowness of focus and unremitting detail. In fact, this publication addresses a serious problem from the basis of one town in the Ruhr, Bottrop, and does present interesting conclusions.

The question of guestworkers in West Germany is a contemporary one, raising issues of ethnic survival and assimilation. In this respect, what was the government's policy regarding Polish guestworkers from the eastern parts of Germany — an internal immigration but still of an ethnically different sort — and what was its success? In the German east, the answer to the Polish presence was a policy of *Kulturkampf* (attack on the Catholic Church) and germanization. With the migration of Poles to the industrializing Ruhr in the last half of the nineteenth century, the Polish question was extended to western Germany. Most historians including Hans-Ulrich Wehler agree that the Poles' Ruhr experience was a repetition of the east. By investigating a Ruhr city, in this case Bottrop, Murphy questions this view. If Bottrop can be taken as typical, the government's germanization policies failed. A pluralistic society exhibiting tolerance and equality of opportunity appeared there, which is termed by Murphy a success story of American dimensions.

This is not a work of the comparative type. Reference is made to the wider Ruhr area and to others' research. In one place, Murphy juxtaposes Bottrop and two American cities to compare socio-economic mobility. The temporal boundaries encompass a generation during which Bottrop doubled and redoubled again in the process of heated industrialization, absorbing at the same time large waves of Polish workers — 1891-1933. Because the designation "Pole" was not always employed in the city source material used here, the author encountered some problems of ethnic classification. Bottrop's records survived intact through World War II, and form the basic primary material for this study. Faced with over 200,000 city office (*Standesamt*) and registration office (*Einwohnermeldeamt*) completed forms, Murphy was forced to draw his data from random samples, subjecting the result to statistical analysis with the aid of a computer. A total of 76 tables are scattered throughout the text, and interpretation questions are addressed in footnotes. As well, Murphy employed archival holdings, newspapers, monographs and other traditional sources of historical research.

Poor, illiterate and ethnically foreign when they arrived in rapidly industrializing and urbanizing Bottrop, the Poles worked hard to adapt to their new environment, while keeping their ethnic uniqueness alive. Industrialization should have brought with it democratization, but the authoritarian Prussian government blocked this evolution. It could not, however, prevent the social mutations attendant upon industrialization. Surprisingly, despite the fact that the Poles were not immediately absorbed into the German population and cultural cleavages continued to exist, the Polish search for places of influence in the workplace, unions, and town politics proceeded more smoothly than Murphy had been led to believe in undertaking his study. The Poles quickly became skilled coal miners to an even greater percentage extent than many of the more recently-arrived German in-immigrants. There is little evidence of widespread ethnic or economic discrimination to be found. At first the Poles organized their own union, splitting thereby the union movement, but soon dropped their ethnic exclusivity for class solidarity. No doubt, the similar religious backgrounds to most of the local Germans assisted this process, even though the Poles founded their own parishes and clubs as well.